



DE LA FUITE À LA DESHÉRENCE : LES VICTIMES NEGLIGÉES DU CONFLIT EN LIBYE

« Au début, nous nous sentions bien accueillis, nous avions de l'espoir. Mais combien de temps cela peut-il durer ? Nous sommes ici depuis des mois. Les gens sont très stressés ici. Ils ont perdu des proches, leurs papiers, tout ce qu'ils avaient. Ils sont en train de perdre la tête et souhaitent quitter le camp le plus vite possible. » (Emmanuel, 40 ans, RDC, camp de Choucha)

Introduction

Depuis le début de la guerre en Libye, plus d'un million¹ de civils ont fui le pays ; la plupart ont franchi les frontières pour rejoindre la Tunisie, l'Égypte, l'Algérie, le Tchad, le Niger, le Soudan. D'autres ont fui par bateau pour rejoindre Malte ou l'Italie. Indépendamment de leur nationalité et des raisons de leur présence en Libye, ces personnes cherchent à fuir la guerre. Elles fuient les combats et la violence, parfois des exactions ciblées. Ils fuient pour leur survie, laissant tout derrière eux. Hommes, femmes, enfants, vieillards, ils fuient là où ils peuvent, comme toutes les victimes de guerres, à la recherche d'un lieu sûr. Parmi ces réfugiés, il n'y a pas que des Libyens. Il y a aussi des Nigériens, des Soudanais, des Somaliens, des Érythréens ou des Bangladais... soit plus de 26 nationalités au total. Ces personnes – que les agences internationales désignent sous le nom de « ressortissants de pays tiers » – avaient déjà fui la guerre, la violence ou la pauvreté dans leur pays d'origine dans l'espoir de survivre. Beaucoup étaient déjà dans une situation de précarité extrême lorsqu'ils sont arrivés en Libye.

C'est là un aspect très spécifique et pourtant souvent méconnu du conflit libyen. Cette guerre n'affecte pas seulement les ressortissants libyens mais 2,5 millions² de migrants qui travaillent, vivent ou transitent par ce pays. En effet, en raison de sa politique d'ouverture des frontières, la Libye a pendant longtemps attiré des émigrés du monde arabe, d'Afrique subsaharienne et de bien d'autres pays en développement. Au cours de ces dix dernières années, la Libye est devenue un partenaire majeur de la lutte contre l'immigration clandestine en Europe et son gouvernement a adopté une politique d'immigration beaucoup plus restrictive.

La guerre se poursuit en Libye et des bombardements et des tirs violents ont été signalés dans les régions de Tripoli et de Misrata ces dernières semaines. À Misrata, la ligne de front n'est située qu'à quelques kilomètres du centre-ville. Dans les régions

¹ 1 104 027 selon le rapport de situation de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) du 20 juin 2011. Bien qu'à cette date de nombreux réfugiés, principalement de nationalité libyenne, étaient déjà rentrés dans leur pays.

² Selon les estimations de l'OMI de mars 2011.

montagneuses situées à l'ouest du pays, les combats se déplacent vers le nord, en direction de zones plus peuplées. Dès lors, les réfugiés libyens sont de plus en plus nombreux à quitter leur pays, comme on peut le constater aux points de passage entre la Tunisie et la Libye. Dans certaines régions, les populations, prises au piège du conflit, doivent faire face à des conditions extrêmement difficiles.

Depuis le début du conflit libyen, près de 600 000 migrants ont fui le pays. Une fois qu'ils quittent le territoire libyen, ils deviennent des « ressortissants de pays tiers³ ». Cette catégorie comprend des étrangers qui souhaitent rentrer chez eux, mais également des réfugiés et des demandeurs d'asile. Parmi les 256 700 ressortissants de pays tiers qui ont traversé la frontière pour rejoindre la Tunisie, beaucoup ont déjà été rapatriés⁴ ; néanmoins 4 000 d'entre eux – principalement originaires d'Afrique subsaharienne – ne peuvent ou ne veulent pas l'être pour diverses raisons, notamment à cause des conditions dangereuses ou difficiles dans leur pays d'origine⁵. Par ailleurs, 18 000 personnes, fuyant principalement la région de Tripoli, ont débarqué sur les côtes italiennes. Il s'agit aussi pour la majorité de personnes d'origine subsaharienne, qui risquent leur vie pour franchir la Méditerranée dans des embarcations surpeuplées et dangereuses. Plusieurs incidents se sont produits, au cours desquels plus de 1 800 hommes, femmes et enfants sont morts dans des circonstances tragiques à la suite du naufrage de leur bateau.

Après avoir plusieurs fois⁶ appelé les États impliqués dans la guerre en Libye à mieux accueillir, assister et protéger les victimes, MSF souhaite à nouveau attirer l'attention sur la situation que vivent ces 20 000⁷ réfugiés et demandeurs d'asile qui ont échoué dans le camp de Choucha en Tunisie ou dans les centres d'accueil en Italie. Ces victimes oubliées du conflit libyen sont maintenant confrontées aux conséquences dramatiques d'un accueil inadéquat et d'une protection insuffisante dans les pays où ils sont venus chercher la sécurité. En s'appuyant sur les activités mises en œuvre par MSF pour leur venir en aide en Tunisie et en Italie, cette note d'information documente les terribles conséquences de cette situation sur la vie et la santé de ces personnes et souligne la nécessité de renforcer immédiatement et de toute urgence la réponse humanitaire, tout en assurant une protection plus efficace.

La réponse de MSF au conflit

Depuis le début des hostilités en février, Médecins Sans Frontières dispense une aide médicale d'urgence gratuite aux populations affectées par le conflit en Libye (Benghazi, Misrata, Zintan et Yefren), ainsi qu'aux personnes qui se sont réfugiées en Tunisie

³ Migrants qui ont traversé la frontière libyenne vers un pays qui n'est pas leur pays d'origine.

⁴ Jusqu'à présent, l'OMI et ses partenaires ont aidé 149 319 personnes à rentrer dans leur pays d'origine. Rapport de situation de l'OMI, 24 juin.

⁵ Depuis le 19 juin, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) a enregistré 980 réfugiés reconnus et 1 339 demandeurs d'asile.

⁶ « L'Italie doit absolument améliorer les conditions d'accueil des réfugiés, demandeurs d'asile et migrants fuyant l'Afrique du Nord et la Libye. » : <http://www.msf.org/msf/articles/2011/05/italy-must-dramatically-improve-conditions-facing-refugees-asylum-seekers-and-migrants-fleeing-north-africa-including-libya.cfm>; « Tunisie, Les réfugiés fuyant la Libye n'ont nulle part où aller » : <http://www.msf.org/msf/articles/2011/05/tunisia-refugees-fleeing-libya-have-no-safe-place-to-go.cfm>; « Lettre ouverte concernant les civils quittant la Libye pour l'Europe » : <http://www.msf.org/msf/articles/2011/05/open-letter-concerning-civilians-fleeing-libya-for-europe.cfm>.

⁷ Le 18 juin, on recensait 3 647 personnes à Choucha. 16 847 autres réfugiés libyens sont arrivés en Italie depuis le début du conflit.

(camp de Choucha, Ramada, Dehiba et Tataouine) et en Italie (Lampedusa et Mineo). Aujourd'hui, MSF cherche activement à obtenir l'accès à la région de Tripoli, où les besoins humanitaires restent souvent sans réponses.

À Choucha, les équipes de MSF se concentrent sur les soins de santé primaire et de santé mentale. Depuis le début du mois de mars, MSF gère un programme de santé mentale dans le camp, situé à la frontière entre la Tunisie et la Lybie. L'objectif est d'apporter un soutien aux nombreuses personnes qui ont été victimes ou témoins de violence alors qu'ils fuyaient la Libye. En outre, des milliers de demandeurs d'asile et de réfugiés d'Afrique subsaharienne ont survécu aux persécutions et aux mauvais traitements dont ils ont été victimes en Libye avant le conflit et présentent de graves troubles psychologiques (anxiété, dépression, psychose, etc.)

Sur l'île italienne de Lampedusa, MSF examine les migrants à leur arrivée. Elle se charge également du suivi médical des réfugiés et demandeurs d'asile hébergés dans les centres de rétention. Entre février et juin 2011, MSF est venue en aide à environ 15 000 personnes arrivées à Lampedusa à la suite du conflit libyen. Près de 1 800 consultations ont été effectuées rien que sur les sites de débarquement.

MSF fournit également une assistance en santé mentale au centre d'accueil de Mineo (Sicile) où environ 2 000 demandeurs d'asile de différentes nationalités ont été transférés depuis mars 2011.

En outre, MSF contrôle étroitement les conditions de vie des réfugiés, des demandeurs d'asile et des migrants ainsi que l'accès aux soins de santé dans les centres d'accueil et de rétention en Italie continentale.

Situation inacceptable des réfugiés arrivant en Tunisie et en Italie

En Italie et en Tunisie, réfugiés, migrants et demandeurs d'asile sont aujourd'hui regroupés dans des structures de transit précaires. Nul ne sait jusqu'à quand. Les actuels centres et services de transit sont mal équipés pour assurer un hébergement sur une longue période et les conditions d'accueil s'apparentent fort à des conditions de détention. Les réfugiés sont enfermés dans des camps ou des centres où leur liberté de mouvement est sévèrement limitée, quel que soit le nom ou le statut légal de ces structures.

Cette situation a des conséquences dramatiques sur la santé mentale et physique de la plupart des personnes vulnérables comme les mineurs non accompagnés, les enfants, les femmes enceintes et les victimes de torture, de violences ou de traite des êtres humains. Que ce soit en Tunisie ou en Italie, les conditions d'hébergement sont inadaptées à des périodes de plus de quelques jours et sont tout à fait invivables pour les plus vulnérables.

Le camp de Choucha se situe en plein désert. Les personnes qui y sont hébergées sont exposées à des températures extrêmement élevées et à de fréquentes tempêtes de sable. Ici, la vie quotidienne est extrêmement difficile. Il n'y a pas assez de toilettes ni de douches, l'hygiène est un énorme problème, et les déchets ne sont pas gérés correctement. Il n'existe aucune structure de soins de santé secondaire dans le camp et tout transfert de patient vers un centre de référence en dehors du camp est étroitement surveillé par l'armée tunisienne. MSF travaille actuellement à l'amélioration de ce système de référence. Depuis la fin du mois de mai, MSF assure également les soins de santé primaire pour les habitants du camp de Choucha. Un certain nombre de personnes ont été blessés notamment par balle ou arme blanche lors des récentes violences qui ont eu lieu dans le camp en mai. Aujourd'hui, la plupart des pathologies sont directement liées aux conditions de vie très précaires dans les camps surpeuplés (diarrhées,

infections respiratoires, problèmes cutanés). Certaines personnes sont aussi atteintes de maladies chroniques telles que le diabète et l'hypertension. MSF étend actuellement ses activités médicales afin de mieux répondre aux besoins médicaux de la population du camp.

Au cours de ces dernières semaines, une équipe de MSF a évalué, pour la deuxième fois en deux mois, les conditions de vie dans plusieurs centres de transit et de secours et de premiers soins (CSPA) en Sicile : Rosolini, Pozzallo, Porto Empedocle, Pantelleria et Cagliari. Même si ces centres n'ont pas tous un statut juridique officiel, les demandeurs d'asile ne peuvent légalement pas séjourner dans les CSPA ou les centres de transit pendant plus de 48 heures – toutefois, au moment de la rédaction de ce rapport à la fin du mois de juin, nos équipes ont observé que des réfugiés et demandeurs d'asile étaient détenus dans ces centres⁸ pendant des périodes allant jusqu'à 40 jours. Dans plusieurs des centres visités, les services sont pratiquement absents – il n'y a qu'un accès limité aux soins de santé de base et pas de médiateur culturel, pas de conseils juridiques, pas d'information et pas de téléphones pour les résidents. Les résidents des centres, y compris les femmes enceintes et les personnes présentant des problèmes médicaux, doivent dormir sur des matelas à même le sol et peu d'espace privatif est disponible pour l'hébergement des femmes seules et des familles.

À Lampedusa, des groupes vulnérables comme les femmes enceintes, les mineurs non accompagnés et les victimes de torture et de violences sexuelles sont à présent systématiquement détenus dans des centres fermés. Au moment où nous écrivons ces lignes, 450 mineurs non accompagnés sont enfermés dans des centres de transit et d'accueil en Sicile (Lampedusa, Pozzallo, Porte Empedocle, Mineo, Caltanissetta), faute de structures d'accueil adaptées. Plus de 300 d'entre eux sont retenus dans des centres de transit à Lampedusa depuis de longues semaines, et 80 depuis plus de 30 jours. Ces pratiques sont totalement contraires aux normes européennes et internationales⁹.

En l'absence de véritable séparation entre les hommes et les femmes, MSF a expressément attiré l'attention des autorités sur le risque de violences sexuelles dans les centres de Lampedusa – craintes malheureusement confirmées le 18 juin avec le signalement des premiers cas de violences sexuelles.

MSF a demandé à plusieurs reprises que des mesures consistantes soient prises pour améliorer les conditions d'accueil et de vie des réfugiés qui fuient la Libye pour l'Italie. Malgré les nombreuses réunions que nous avons eues avec les autorités italiennes au cours de ces deux derniers mois, les conditions d'accueil des personnes qui fuient la guerre en Libye ne se sont pas améliorées. Ces conditions se sont même dégradées alors que chaque jour, de nouveaux réfugiés quittent la Libye par centaines.

La sécurité est devenue une des principales préoccupations dans un contexte où les conditions de vie ne sont pas adaptées à une situation de longue durée. À Choucha, un incendie s'est propagé dans le camp dans la nuit du 22 mai, faisant 4 morts parmi les réfugiés et détruisant 20 tentes. Cet événement a été suivi par des manifestations et des oppositions violentes à l'intérieur du camp qui ont fait six morts et des dizaines de

⁸ Certaines personnes ont échoué à Rosolini le 6 mai et depuis lors, aucune action n'a été prise

⁹ Directive du Conseil européen établissant les normes minimales pour l'accueil des demandeurs d'asile (2003/9/CE) et Convention de l'ONU relative aux droits de l'enfant.

blessés (MSF a traité 35 cas de traumatismes intentionnels et plusieurs réfugiés ont du être hospitalisés) et 200 tentes ont été incendiées.

« Depuis que je suis arrivé à Mineo, je tourne en rond. J'ai l'impression d'être en prison. Depuis deux mois, on nous dit que nous allons recevoir nos papiers, mais rien ne se passe. Le temps passe et je ne sais même pas comment ma famille fait pour se nourrir et survivre sans moi. Je n'arrête pas de penser à eux et j'en suis malade. Parfois je suis tellement inquiet que je ne peux rien avaler. »
(Abdul, 42 ans, Niger, centre de Mineo)

À Choucha et Mineo, les procédures de détermination du statut de réfugié sont extrêmement longues et manquent totalement de transparence, en raison de l'absence générale d'information. À Mineo, malgré des conditions de vies acceptables, des émeutes ont éclaté le 20 et le 21 juin car la Commission territoriale d'asile ne parvient à traiter qu'une seule demande par jour, alors que le centre abrite près de 1 800 personnes qui se disent tout à fait désespérées à l'idée de passer des années ici. À Choucha, certaines personnes ont reçu un rendez-vous pour un entretien en vue de la détermination de leur statut de réfugié en février 2012.

Des « ressortissants de pays tiers » pris au piège du transit

Alors que les activités médicales et de santé mentale se multiplient dans la région, les équipes de MSF entendent de nombreux réfugiés leur raconter leur parcours. La plupart ont traversé le désert dans des conditions épouvantables, sans rien avec eux à part un peu d'eau et de nourriture. Certains avaient déjà fait l'objet de violences dans leur pays d'origine ou vu mourir des compagnons d'infortune qui n'ont pas réussi à rejoindre la Libye.

Pour certains, la vie en Libye avant le conflit a été une expérience particulièrement éprouvante. La quasi-totalité des réfugiés que nous voyons lors des consultations psychologiques dans le camp de Choucha ont séjourné dans une prison libyenne avant la guerre, car ils n'avaient pas de papiers, ou parce qu'ils ont été « repoussés » en tentant d'atteindre l'Europe¹⁰. Dans les prisons et les centres de rétention libyens, ils ont rapporté avoir vécu le pire : des conditions inhumaines et dégradantes, des violences, du racket et des abus sexuels. Beaucoup ont fui la guerre quand l'OTAN a commencé ses bombardements en Libye. Ils gardent les marques de ce terrible traumatisme, dont l'impact est d'autant plus fort qu'ils sont aujourd'hui « piégés » dans des camps et des centres d'accueil.

« J'ai passé quatre mois et 30 jours en prison. Je recevais des coups tous les jours. Pendant trois semaines, j'ai été incapable de me lever. Mes blessures me font encore souffrir. J'ai dû enterrer sept personnes, dont trois jeunes filles enceintes. Ceux qui refusaient étaient jetés vivants dans le trou, avec les cadavres. »
(Abdul, 23 ans, Côte d'Ivoire, camp de Choucha)

¹⁰ En référence à la pratique établie par la coopération entre l'Italie et la Libye dans le cadre du « traité d'amitié, de partenariat et de coopération entre la République italienne et la Grande Jamahiriya arabe libyenne populaire socialiste » signé le 30 août 2008. Cette pratique consiste à intercepter en mer les bateaux transportant des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile et à les renvoyer en Libye.

« Tripoli était bombardé par les forces de l'OTAN, je n'avais d'autre choix que de fuir à nouveau ». (Elias, 23 ans, Ethiopie, camp de Choucha).

Selon le psychologue de MSF qui travaille à Choucha, il faut s'attendre à une augmentation du nombre de troubles psychologiques. « Nos patients sont abandonnés dans des camps, ils ont déjà souffert terriblement et la situation ne s'améliore pas. Étant donné qu'ils n'ont actuellement aucune perspective d'avenir, leur anxiété est réactivée par la situation actuelle. Les patients sont donc bloqués dans un cercle vicieux de souffrances psychologiques. Certains patients revivent mentalement les moments où ils ont été torturés et en ressentent encore la douleur physique. »

*« Nous souffrons ici. Les conditions de vie sont difficiles. Nous voulons travailler, nous voulons vivre, nous voulons aller de l'avant. Mais ici, il n'y a rien. Nous ne pouvons pas continuer ainsi, en mendiant pour survivre. Or, c'est ce que nous faisons ici - nous mendions, en file, pour avoir quelque chose à manger. »
(Emmanuel, 40 ans, RDC, camp de Choucha)*

Les activités de santé mentale menées à Choucha ont montré que la plupart des réfugiés et demandeurs d'asile s'inquiètent pour leur présent et leur avenir et qu'ils ressentent également de l'anxiété et symptômes apparentés, liés à ce qu'ils ont vécu dans le passé. Certains réfugiés et migrants nous expliquent avoir été attaqués, battus, dépouillés en Libye. D'autres ont vu des gens être tués en pleine rue. Vulnérables et impuissants, beaucoup ont été pris au milieu des combats et ont dû compter sur les autres pour pouvoir fuir. Si certains ont pu être évacués par des organisations internationales, beaucoup ont dû faire appel à des trafiquants d'êtres humains, s'en remettant à nouveau aux autres dans l'espoir de survivre. La plupart des réfugiés sont arrivés aux frontières pratiquement sans rien ; certains ont été blessés ou ont eu besoin de soins médicaux. Ils ont laissé derrière eux tout ce qu'ils avaient, le fruit de plusieurs années de dur labeur et leur espoir d'une vie meilleure. D'autres ont été libérés des centres de rétention au début du conflit libyen, jetés dans des camions sans eau ni nourriture et débarqués à la frontière avec la Tunisie.

Pour ceux qui rejoignent l'Italie, l'incertitude concernant leurs droits et la reconnaissance de leur statut de réfugié ou de demandeur d'asile est une source de souffrance, tout comme le manque d'information sur la possibilité de recommencer leur vie dans un futur proche.

*À Mineo, tous les jours se ressemblent. Nous ne recevons aucune information et n'avons rien pour nous occuper. Aujourd'hui, je me demande pourquoi je suis en vie. Si je meurs, je pense que personne ne pleurera. Nous dormons, nous nous réveillons et nous mangeons trois repas par jour. Nous n'allons pas trop mal. Mais nous ne savons pas ce qui nous attend. Nous sommes là. C'est tout. J'aurai à nouveau un avenir quand je pourrai me dire « je veux faire ceci ou cela ». Mais pour l'instant, c'est le vide. Certaines choses me trottent dans la tête et j'espère que je pourrai raconter ces histoires d'une autre façon.
(Akin, 34 ans, Nigérien, centre de Mineo)*

MSF a souligné à maintes reprises¹¹ l'extrême vulnérabilité des réfugiés et des migrants durant la guerre en Libye. Un conflit qui les expose particulièrement aux violences et

¹¹ Sources MSF citées plus haut (note 6).

aux mauvais traitements... Faute d'un traitement médical et psychologique à long terme et souvent confrontés à des mois de transit ou de détention, les réfugiés et les migrants risquent de devenir de plus en plus vulnérables, incapables de faire face aux pénibles conditions d'accueil et à une longue procédure d'asile.

Une fois encore, MSF appelle les autorités nationales et les organisations internationales qui accueillent ces populations vulnérables à tenir compte de leurs besoins à long terme dans leurs procédures d'accueil, d'assistance et de protection. Les victimes de violence, de torture et de violences sexuelles doivent être rapidement reconnues comme telles, être hébergées en conséquence et avoir accès à un traitement approprié, y compris à des soins médicaux spécialisés et des soins de santé mentale si leur état l'exige.

Une réponse insuffisante qui oblige les victimes de guerre à fuir à nouveau

Les traumatismes vécus récemment par les détenus du centre de Choucha n'ont fait qu'aggraver le sentiment généralisé de désespoir. Alors que la plupart de ceux qui étaient arrivés en Tunisie au mois de mars se sentaient bien accueillis et soulagés, ils continuent aujourd'hui à subir des conditions de vie difficiles. Ils craignent à présent pour leur sécurité et n'ont plus de perspectives d'avenir. Beaucoup sont retournés en Libye ou ont essayé de traverser la Méditerranée pour rejoindre Lampedusa, prêts à risquer une nouvelle fois leur vie dans une tentative désespérée de trouver un peu plus de sécurité. Au vu et au su de tous, les « passeurs » font une nouvelle fois passer la frontière libyenne aux réfugiés du camp de Choucha.

Comme ils n'ont aucune perspective d'avenir en vue, un nombre croissant de victimes de cette guerre repartent en Libye, prêts à risquer leur vie à nouveau. Ils sont désespérément à la recherche d'un avenir. Des dizaines de personnes quittent le camp de Choucha chaque jour pour aller vers la Libye. Ceci est extrêmement préoccupant pour nous.

À Lampedusa, les équipes de MSF ont rencontré plusieurs personnes qui avaient transité par le camp de réfugiés tunisien avant de partir pour l'Italie. Un Nigérian avait essayé une première fois de rejoindre l'Italie avec sa femme et ses deux enfants, le 6 juin. Tous, sauf lui, se sont noyés avec 150 autres réfugiés qui essayaient de traverser la Méditerranée. Il a survécu, est retourné en Tunisie et est finalement arrivé, seul, à Lampedusa, le 11 juin.

Les survivants embarqués par des trafiquants mais dont la traversée de la Méditerranée a échoué, sont eux aussi conduits dans les camps de Ras Adjir, venant ainsi grossir les rangs des réfugiés livrés à eux-mêmes dans les centres de transit.

Elias, 23 ans, Éthiopie, un des neuf survivants du naufrage d'un petit bateau de pêche qui aurait dû rejoindre l'Italie en avril. Il y avait 72 passagers à bord.

« Je suis à Choucha depuis un mois, où puis-je aller ? Je ne peux pas rentrer chez moi et je ne peux pas vivre dans ce désert. Voilà à quoi se résument nos vies ; nous sommes jeunes, échoués ici sans rien faire. Je dois à nouveau essayer. »

Conclusion

Alors que MSF travaille à réduire l'impact médical et psychologique des conditions de vie et d'accueil inadéquates en Tunisie et en Italie, les combats se poursuivent en Libye, obligeant toujours plus de civils à fuir le pays. Par ailleurs, comme MSF l'a déjà dénoncé dans une lettre ouverte datant du 19 mai, les États européens, bien qu'engagés dans cette guerre, renforcent leurs contrôles frontaliers et durcissent leurs mesures de rétention et d'expulsion. Sous prétexte qu'ils combattent « l'immigration illégale » et craignent de créer des « effets d'appel », les États européens risquent de priver les réfugiés et demandeurs d'asile de la protection et du traitement humain auxquels ils ont droit, les condamnant à rester dans une impasse qui augmente leur souffrance. Pour illustrer cette politique irresponsable, notons que l'Italie a déjà renouvelé avec le Conseil national de transition son précédent accord de coopération avec la Libye¹², s'offrant ainsi la possibilité d'intercepter et de renvoyer des bateaux chargés de réfugiés et de demandeurs d'asile dans une Libye déchirée par la guerre où leur avenir est incertain¹³.

Cet afflux de *boat people* sur les côtes italiennes ne peut être qualifié d'immigration clandestine. Il s'agit d'une fuite pour la survie, la sécurité et la protection. La « responsabilité de protéger » invoquée pour autoriser l'intervention militaire en Libye ne s'arrête pas aux frontières de ce pays et vaut pour tous les civils, y compris les réfugiés et migrants qui vivaient, travaillaient ou transitaient en Libye et qui sont des victimes directes du conflit.

Les « ressortissants de pays tiers » qui cherchent refuge en Tunisie et en Italie sont parmi les victimes les plus vulnérables et les plus négligées de cette guerre.

MSF rappelle à toutes les parties belligérantes et aux pays frontaliers de la Libye leur obligation de « non-refoulement » et leur responsabilité, au titre du droit international, à garder leurs frontières ouvertes et à offrir une protection aux réfugiés et demandeurs d'asile potentiels – une mesure simple d'application de ces obligations serait de s'assurer que ceux qui fuient la Libye ne sont pas dissuadés d'entrer ou de rester sur leur territoire. De mauvaises conditions d'accueil ou une protection défailante ne devraient en aucun cas constituer des « facteurs de retour », empêchant les réfugiés et demandeurs d'asile de trouver le refuge et la sécurité auxquels ils aspirent.

Après avoir été pris au piège en Libye, les ressortissants étrangers sont à présent piégés dans des camps et des centres. Ils vivent dans des conditions extrêmement précaires, sans perspectives d'avenir. Après avoir quitté leur pays d'origine pour chercher refuge et survivre en Libye, ils sont une nouvelle fois confrontés à l'incertitude. Une situation qui les pousse à nouveau à chercher refuge ailleurs, voire à retourner en Libye, malgré la guerre, alors qu'ils sont parmi les plus vulnérables dans ce conflit.

MSF exhorte à nouveau les pays engagés dans la guerre en Libye, ainsi que les Nations unies et l'Union européenne, à assumer leurs responsabilités et à prendre de toute urgence des mesures pour améliorer les conditions de vie et d'accueil de tous ceux et celles qui fuient le conflit et à leur assurer santé, vie et dignité humaine, où qu'ils trouvent refuge.

¹² Voir le protocole d'accord signé entre l'Italie et le CNT le 17 juin et le communiqué de presse de MSF.

¹³ Dans un communiqué de presse, MSF a dénoncé les conditions de cet accord qui constituerait une violation du principe international de « non-refoulement ». <http://www.msf.org/msf/articles/2011/06/msf-condemns-any-initiative-that-would-send-boat-people-back-to-libya.cfm>